

Conseil Municipal
du 20 décembre 2018

Procès-verbal de réunion

N°	Intitulé
1	Voëu de soutien à « l'appel pour un pacte finance-climat européen »
2	Exercice 2019 - Subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale – Avance sur subvention 2019
3	Exercice 2019 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2019
4	Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°5
5	Finances – Budget annexe Crématorium – Exercice 2018 – Décision modificative n°2
6	Finances – Budget annexe Pompes Funèbres – Exercice 2018 – Décision modificative n°2
7	DETR 2019 – demande de financement régional – Rénovation énergétique des installations de chauffage du Hall d'exposition de Mayenne
8	Finances – Maisons fleuries – Attribution de prix 2018 et 2017- régularisation
9	Finances - Exercice budgétaire 2019 – Budget Principal - Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits – Modification
10	Centre social Les possibles – Projet de convention et contrat de financement
11	Commission de contrôle des élections
12	Ressources Humaines – Gestion Unifiée du Personnel – Convention service commun - Avenant n°1
13	Marchés de plein vent - Mise en place d'un règlement
14	Tarifs des installations sportives
15	Etude de faisabilité pour l'extension du réseau de chaleur du CHNM
16	Convention de servitude de passage d'une canalisation d'évacuation d'eaux usées – Le Petit Maine
17	Economie - Ouverture commerces dimanches
18	Contribution financière ENEDIS
19	Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019
20	Finances – Avenant N°3 à la convention cadre Ville de Mayenne et CCAS de Mayenne
21	Association – Agitato Formation – Location de locaux – Avenant à la convention 2019-2021

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION

Mme LEROUX	Convention de location pour emplacement parking	100,00 €
------------	---	----------

SIGNATURE DE MARCHES DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE

N° du marché	Objet	Montant estimé en € HT	Montant du marché en € HT	Date de signature	Titulaire
18SER10 - MS1	Marché subséquent n°1 de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre 18SER10 « Maîtrise d'œuvre sur l'opération de travaux de renouvellement des réseaux EP, EU et AEP du boulevard Anatole France – Rive Ouest »	10 500.00	10 500.00	31/08/18	SAS CABINET BOURGOIS

SIGNATURE D'AVENANTS DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE

N° du marché	Objet	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Titulaire
18FOU02	Fourniture et pose de poteaux d'arrêts pour le transport urbain de la Ville de Mayenne	1	- 1 380.00 € HT	LACROIX SIGNALISATION

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	L'an deux mille dix-huit, le 14 décembre, M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 20 décembre au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal, à 20 heures.
Conseillers présents ou représentés	23	
Contre	0	
Pour	23	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 20 décembre 2018

Assistaient à la séance :

M. ANGOT, Maire, M. BOURGUIN, Mme BELLON, M. LANDEMAINE, Mme LANCIEN, M. LESAIN, Mme BAR, Adjoints
Mmes LODE, RAMADANE, CREUSIER, OLIVIER, VIDY, MM. LAVANDIER, ORDRONNEAU, Mmes PELE, LEFEBVRE, M
REBOURS, EBALE NLO, Mme COUTURIER, M. TROUILLET conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. ANGOT
M. MORIN donne pouvoir à M. LAVANDIER
M. FAUCON donne pouvoir à Mme BELLON

MM. LE SCORNET, CORDIER, MARTINEZ-PEREZ, Mmes COME, TRIPOTEAU, ADAM, BEUNEUX, M. LAURENT, Mme
BURGEOT

Mme PELE a été désignée comme secrétaire de séance.

M. le Maire : J'étais à une réunion à la Préfecture pour parler de la téléphonie et la fibre. On a beaucoup
parlé d'élagage également.

M. BOURGUIN : Il y a la loi Chassaigne qui oblige les propriétaires à élaguer alors qu'avant c'était
l'opérateur qui devait le faire.

M. le Maire : A certains endroits, ça a besoin d'être élagué. Pour moi, abattre des haies, c'est dramatique !
Les tailler, c'est normal !

1 - Vœu de soutien à « l'appel pour un pacte finance-climat européen »

M. BOURGUIN expose :

Mayenne Communauté a initié en 2018 un Plan Climat Air Energie Territorial qui doit décliner, à travers un
plan d'actions à l'échelle de notre territoire, notre ambition en matière de transition énergétique et
écologique.

Pour partager les enjeux climatiques avec la population, une conférence/débat aura lieu le 14 janvier
prochain à 20h à Mayenne, en présence de M. Pierre Larrourou. M. Larrourou a été cofondateur du
mouvement politique « nouvelle donne ». Il est économiste et co-auteur du livre "Pour éviter le chaos

climatique et financier" avec Jean Jouzel (ex vice président du GIEC). Il est également co-signataire de « l'appel pour un pacte finance-climat européen » : <https://www.pacte-climat.eu/fr>

Afin de montrer l'ambition de la ville sur ce sujet, il est proposé de formuler un vœu de soutien lors du prochain conseil municipal (des villes comme Lorient, Dijon, Lille, Bordeaux ont déjà formulé ce vœu). Voici le texte proposé :

Le 31 octobre 2017, l'ONU alertait solennellement sur l'écart « catastrophique » existant entre les engagements pris par les États et les réductions des émissions de gaz à effet de serre qu'il faudrait opérer pour maintenir le réchauffement en-dessous de 2°C.

Le réchauffement climatique provoquera non seulement des catastrophes naturelles (sécheresses, canicules, inondations, ouragans...), engendrant des bouleversements agricoles et économiques, mais aussi des famines et des déplacements de population meurtriers. Que se passera-t-il dans 20, 30 ou 40 ans si des centaines de millions d'hommes et de femmes étaient dans l'obligation de quitter leur terre natale, devenue invivable ? À moyen terme, nous le savons toutes et tous, c'est la Paix mondiale qui est en jeu, si nous ne sommes pas capables de réduire, drastiquement et très rapidement, nos émissions de gaz à effet de serre.

« Au nom de l'emploi américain », les États-Unis ont décidé de se retirer de l'Accord de Paris. Aussi, il est fondamental que l'Europe fasse la preuve « grandeur nature » qu'il est possible de diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre sans remettre en cause la croissance et la création d'emplois et en veillant à un accompagnement social adapté pour mener à bien cette transition.

Le collectif CLIMAT 2020 pour un pacte finance-climat européen réunit des citoyens de tous milieux, des femmes et hommes politiques de tous bords, des chefs d'entreprise et des syndicalistes, des intellectuels et universitaires, des salariés, des chômeurs, des paysans, des artistes, des artisans, des responsables associatifs qui ont souvent des terrains d'actions différents mais qui tous se rassemblent car ils sont convaincus que l'Europe doit, de toute urgence, apporter une réponse claire et très ambitieuse pour lutter contre le dérèglement climatique.

Les signataires de cet Appel, demandent solennellement aux chefs d'État et de Gouvernement européens de négocier au plus vite un Pacte Finance-Climat, qui assurerait pendant 30 ans des financements à la hauteur des enjeux de transition énergétique sur le territoire européen, et permettant également de renforcer fortement notre partenariat avec les pays du Sud.

Notre commune est déjà engagée dans la lutte contre le dérèglement climatique et un tel pacte finance-climat nous assurerait des financements pour accélérer nos engagements prioritaires en matière de transition énergétique.

M. le Maire : C'est capital qu'on y croit sinon on va droit dans le mur. C'est quelque chose d'essentiel pour nous et nos petits-enfants. Il faut qu'on soit sérieux et qu'on y croit tous.

M. TROUILLET : Je suis persuadé qu'on sera très nombreux à la conférence-débat le 14 janvier. Je me félicite de cette conférence. Cet après-midi, nous avons la présence à Mayenne de notre député européen, Jean Arthuis, pour une conférence sur l'Europe. J'imagine qu'il a parlé de ce sujet. En début de mois, il y a eu une marche à Laval de 500 citoyens sur le climat. Pourquoi pas une marche à Mayenne ?

M. le Maire : Soyons tous convaincus qu'il est nécessaire de se battre sur ce thème.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, s'associe à cet appel en demandant que des moyens financiers européens à la hauteur des enjeux soient consacrés sans tarder et durablement aux politiques volontaristes à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique et financer la recherche dans ce domaine.

Mme LANCIEN expose :

L'adoption du budget primitif 2019 est programmée le 7 février prochain.

Afin de ne pas mettre en difficulté financière le CCAS, il est proposé de verser dès janvier une avance sur la subvention à allouer en 2019 au CCAS pour un montant de 150 000 €.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2019 sera déterminé avec l'adoption du budget 2019.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance sur la subvention 2019 du CCAS à hauteur de 150 000 €.

3 - Exercice 2019 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2019
Mme BELLON expose :

Le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 tripartite avec l'Association Les Possibles et Mayenne Communauté qui prévoit notamment le versement d'une subvention annuelle en 2019 de 288 255 €, sous réserve de la confirmation par le Conseil Municipal à l'occasion du vote du budget. Le vote du budget primitif 2019 interviendra le 7 février prochain.

En ce début d'année 2019, l'association LES POSSIBLES devra faire face à des besoins de trésorerie. Il est proposé, afin de ne pas la mettre en difficulté financière l'association, de lui verser une avance mensuelle de 24 000 € en janvier, et de 24 000 € en février 2019.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2019 sera déterminé avec l'adoption du budget 2019 conformément à la convention d'objectifs et de moyens 2019 adoptée par délibération de ce jour.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance totale de 48 000 € sur la subvention 2019 de l'association Les Possibles à verser comme ci-dessus détaillé.

4 - Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°5
M. LESAINTE expose :

Le budget primitif 2018 de la Ville a été adopté par délibération du 22 février dernier et ajusté à quatre occasions les 19 avril, 21 juin, 11 octobre, et 22 novembre derniers par décision modificative.

Il convient d'ajuster le budget principal au moyen d'une cinquième décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	251	60623	Fournitures alimentaires pour restaurant municipal	35 000,00	
011	33 4	615221	Entretien bâtiments publics Salle polyvalente	14 160,00	

011	33 1	615221	Entretien bâtiments publics Hall d'expo	9 600,00	
011	33 0	615221	Entretien bâtiments publics Visitation	1 250,00	
011	313	615221	Entretien bâtiments publics Théâtre	1 255,00	
011	020 0	615221	Entretien bâtiments publics Hôtel de Ville	2 735,00	
011	823	615221	Entretien bâtiments publics Hôtel de Ville Serres municipales	1 000,00	
70	251	70688	Prestations rendues par le restaurant municipal		65 000,00
TOTAL DM n°5				65 000,00 €	65 000,00 €
Pour mémoire BP 2018 + DM				21 326 596,00 €	21 326 596,00 €
TOTAL APRES DM n°5				21 391 596,00 €	21 391 596,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
204	822 0	204182	Contribution financière ENEDIS	10 988,00	
21	020 0	21311	Contrôles avant les travaux, hôtel de Ville changement centrale eau glacée	1 100,00	
21	824 4	21318	Travaux sur sanitaires publics parc du Château	5 100,00	
23	822 0	2315	Travaux rue de la Motte	-10 988,00	
23	01	2315	Travaux sur immobilisations en cours	-1 200,00	
23	824 4	2313	Travaux sur sanitaires publics parc du Château	-5 000,00	
TOTAL DM n°5				- €	- €
Pour mémoire BP 2018 + DM				9 213 387,00 €	9 213 387,00 €
TOTAL APRES DM n°5				9 213 387,00 €	9 213 387,00 €

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°5 à l'exercice 2018 du budget principal telle qu'elle est présentée.

5 - Finances – Budget annexe Crématorium – Exercice 2018 – Décision modificative n°2

Mme LODE expose :

Le budget annexe Crématorium 2018 de la Ville a été adopté par délibération du 22 février dernier puis ajusté par une décision modificative le 22 novembre dernier.

Il convient de procéder à un second ajustement budgétaire en section de fonctionnement et d'investissement pour régulariser comptablement les opérations d'ordre budgétaire.

SECTION D'EXPLOITATION :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
042	675	Immobilisations Sortie des fours	49 195,00	
042	6811	Dotations aux amortissements	-32 960,00	
023	023	Virement à la section d'investissement	-16 235,00	
TOTAL DM n°2			€ -	€ -
Pour mémoire BP 2018			750 000,00 €	1 750 527,17 €
TOTAL APRES DM n°1			750 000,00 €	1 750 527,17 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
040	2153	Immobilisations Sortie des fours		49 195,00
040	28153	Dotations aux amortissements		-32 960,00
021	021	Virement de la section de fonctionnement		-16 235,00
TOTAL DM n°2			€ -	€ -
Pour mémoire BP 2018			608 713,05 €	608 713,05 €
TOTAL APRES DM n°2			608 713,05 €	608 713,05 €

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2018 du budget annexe Crématorium telle qu'elle est présentée.

6 - Finances – Budget annexe Pompes Funèbres – Exercice 2018 – Décision modificative n°2

Mme LODE expose :

Le budget annexe Pompes Funèbres 2018 de la Ville a été adopté par délibération du 22 février dernier puis ajusté par une première décision modificative le 22 novembre dernier.

Il convient de procéder à un ajustement budgétaire en section de fonctionnement et d'investissement afin de régulariser une imputation comptable sur une immobilisation ainsi que les comptes de stocks.

SECTION D'EXPLOITATION :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
042	6031	Variation des stocks de matières premières		6 000,00

023	023	virement à la section d'investissement	6 000,00	
TOTAL DM n°2			6 000,00 €	6 000,00 €
Pour mémoire BP 2018			1 142 005,00 €	1 142 005,00 €
TOTAL APRES DM n°2			1 148 005,00 €	1 148 005,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
21	2131	Bâtiments- Vestiaires des agents		59 143,95
21	2138	Autres constructions- Vestiaires des agents	59 143,95	
021	021	Virement de la section d'exploitation		6 000,00
040	31	Stock de Matières premières	6 000,00	
TOTAL DM n°2			65 143,95 €	65 143,95 €
Pour mémoire BP 2018			471 476,00 €	471 476,00 €
TOTAL APRES DM n°2			536 619,95 €	536 619,95 €

M. le Maire : J'ai rencontré les gens qui disposent de l'ex beuvinière. Il y a quand même une trentaine de salariés qui y sont encore rattachés et qui travaillent sur place. On imaginait que c'était complètement vide, que c'était un centre d'insémination artificiel.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2018 du budget annexe Pompes Funèbres telle qu'elle est présentée.

7 - DETR 2019 – demande de financement régional – Rénovation énergétique des installations de chauffage du Hall d'exposition de Mayenne

M. LANDEMAINE :

La ville de Mayenne dispose d'un patrimoine bâti de 88 000 m² qui comprend des bâtiments administratifs, des bâtiments scolaires, des bâtiments sportifs, des lieux de stockage, des ateliers et les bâtiments du parc d'exposition.

Parmi les bâtiments qui composent le parc d'exposition, le hall d'exposition accueille chaque année les plus grandes manifestations de la ville (salons et la foire de La Madeleine) et se transforme en salle de sport à destination de l'athlétisme durant la période hivernale.

Alors que le dispositif de chauffage présentait des faiblesses, un diagnostic a été décidé en 2018. L'étude réalisée avec un cabinet d'audit énergétique a permis d'évaluer l'intérêt de procéder au changement des 3 pompes à chaleur que comporte ce bâtiment pour une meilleure consommation des fluides et surtout une meilleure performance énergétique.

Ce projet répond également au confort des usagers en matière de conditions d'accueil dans ce hall en réduisant les écarts de température et en optimisant la qualité de l'air.

Le projet consiste à changer l'ensemble du dispositif à savoir les 3 pompes à chaleur et à compléter l'isolation du plafond de la cuisine du hall d'exposition de Mayenne pour un investissement 253 500 € HT

dont les crédits seront inscrits au budget 2019 et dont la réalisation sera programmée après la foire de La Madeleine avec un achèvement de travaux pour fin 2019.

Il vous est proposé de l'inscrire en demande :

- de subvention DETR 2019 dans la section « Transition Energétique » : Projets concourants à la réalisation d'économie des ressources énergétiques à l'exclusion des opérations génératrices de recettes. Le taux de subvention est de 30 % d'un montant du plafond d'investissement subventionnable à 300 000 €. La subvention attendue serait de 76 050 €.
- d'aide régionale « soutien à la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments publics ».

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide le projet de rénovation énergétique des installations de chauffage du Hall d'exposition de Mayenne,
- autorise M. le Maire à déposer une demande de subvention au titre de la DETR 2019,
- autorise M. le Maire à déposer une demande d'aide régionale de soutien à la réalisation de travaux en vue d'améliorer la performance énergétique des bâtiments
- et autorise M. le Maire à signer tous les documents utiles au bon déroulement de l'opération.

Plan de financement prévisionnel :

Dépenses		Recettes	
Postes	TOTAL HT	Cofinanceurs	TOTAL
Etudes, mission CT	5 600,00 €	Etat:	
		DETR	76 050,00 €
Dépenses estimatives des travaux		Région Pays de la Loire	100 000,00 €
Lot 1 : Remplacement des roof top	234 400,00 €		
Lot 2 : Nettoyage des gaines de soufflage	10 000,00 €		
Lot 3 : Isolation plafond Cuisine	3 500,00 €		
Sous total	247 900,00 €	Ville de Mayenne (Autofinancement)	77 450,00 €
Total	253 500,00 €	Total	253 500,00 €

8 - Finances – Maisons fleuries – Attribution de prix 2018 et 2017- régularisation

Mme LODE expose :

Il convient de préciser les modalités d'attribution des prix remis aux lauréats des concours des maisons fleuries organisés en 2017 et 2018, pour une enveloppe totale de 800 € en 2017 et de 795 € en 2018 :

Valeur des Bons d'achat 2017	Prix attribués le 9/11/17	Valeur des Bons d'achat 2018	Prix attribués le 16/11/18
10 €	4	10 €	4
15 €	0	15 €	1
20 €	3	20 €	2
30 €	3	30 €	3

Ville de Mayenne
Séance du 20 décembre 2018

40 €	2	40 €	2
50 €	1	50 €	2
55 €	2	55 €	0
60 €	1	60 €	2
70 €	2	70 €	2
80 €	1	80 €	1
90 €	1	90 €	1

Il est précisé que ces prix sont attribués sous forme de bons d'achat destinés à des plantes de massif ou de végétaux d'ornement.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue aux lauréats les prix 2017 et 2018 comme indiqué ci-dessus.

9 - Finances - Exercice budgétaire 2019 – Budget Principal - Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits – Modification

M. LANDEMAINE expose :

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif 2019, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits ou complétés lors de son adoption.

Ainsi, il vous est proposé de voter par anticipation les crédits budgétaires suivants :

☐ **Budget principal :**

IMPUTATION Chap. Nature Sous rubrique			AFFECTATION DES CREDITS	Dépenses Montant TTC	Recettes Montant TTC
20	2031	01	Etude extension du réseau de chaleur de l'Hôpital	19 590 €	11 427 €
21	2151	822 0	Travaux eaux pluviales Boulevard Anatole France	80 000 €	
TOTAL				99 590 €	11 427 €

☐ **Budget annexe eau et assainissement :**

IMPUTATION Chap. Nature service			AFFECTATION DES CREDITS	Dépenses Montant HT	Recettes Montant HT
21	2156	20	Travaux eaux usées Boulevard Anatole France	180 000 €	36 000 €
21	2156	10	Travaux eaux potables Boulevard Anatole France	110 000 €	22 000 €

	TOTAL	290 000 €	58 000 €
--	--------------	------------------	-----------------

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif 2019.

10 - Centre social Les possibles – Projet de convention et contrat de financement

Mme BELLON expose :

Le centre social « les Possibles » a engagé depuis plusieurs mois une démarche d'évaluation de son projet social, ce avec pour objectif de préparer son nouveau projet pour 4 ans et de réorienter, ou d'ajuster si nécessaire son action à l'attention des habitants.

Afin de mener à bien ce travail de réflexion et d'élaboration d'un nouveau projet 2019-2022 l'association a dû réaliser un diagnostic :

Réalisation de l'évaluation du projet social 2015-2018

Le projet actuel du centre social et les actions qu'il porte se déploie sous 19 orientations mais le conseil d'administration des Possibles souhaitait plus particulièrement évaluer avec précision certains dispositifs ou axes de développement engagés lors de l'élaboration du dernier contrat de projet :

- Évaluation du « Pouvoir d'agir » des habitants qui avait été présenté comme un axe fort de progression de l'association
- Évaluation de la fonction bénévole (11 000 heures par an soit 6 équivalent temps plein)
- Évaluation de la situation financière (tableau de bord, suivi de gestion, trésorerie et fonds propres ...)
- Évaluation de la formation des salariés, des bénévoles et administrateurs
- Évaluation de la vie fédérale (développement et participation à la fédération départementale des centres sociaux).

Identification des enjeux stratégiques pour le projet social 2019 2022

En croisant le diagnostic social et de territoire, les valeurs et objectifs du projet associatif, les orientations de la politique locale et les objectifs de la CNAF, le centre social a dû identifier des enjeux stratégiques dont découlent ensuite ses objectifs spécifiques puis ses objectifs opérationnels.

Les enjeux, les objectifs identifiés comme prioritaires pour les 4 prochaines années sont de deux natures externes et internes.

Enjeux et objectifs internes au centre social

Sont portés au travers de la mise en place de « groupes projets » sur les thèmes suivants à travailler :

- La fonction accueil
- La gouvernance associative
- Les obligations légales : RGPD
- La communication
- La tarification

Enjeux et objectifs externes

Permettre l'accès au numérique pour tous

À l'aube d'une dématérialisation de l'ensemble des démarches administratives, bon nombre de foyers se trouvent en difficultés pour faire valoir leurs droits.

Éviter d'accentuer la fracture numérique devient un enjeu majeur pour :

- Maintenir le lien social
- S'inscrire dans une approche inclusive globale
- Faciliter l'accès aux démarches administratives

- Accompagner à l'usage du numérique
- Participer à la réflexion de l'instance départementale sur ce sujet.

L'association a fait le choix :

- de mettre en place des espaces d'équipement numérique
- et de mettre en service un centre social itinérant numérique.

Un véhicule de type « camping-car » avec deux espaces distincts d'accueil et permanences a été acquis par l'association qui souhaite se déplacer sur l'ensemble des quartiers de Mayenne afin d'aller en tant que centre social itinérant à la rencontre des habitants.

Développer l'association les possibles « hors les murs » :

- Gagner en notoriété
- Servir l'intérêt d'un plus grand nombre d'habitants
- Sortir d'une image « sociale » stigmatisante

Développer le pouvoir d'agir :

- Contribuer au développement du pouvoir d'agir des habitants
- Mobiliser de nouveaux habitants

Accompagner la monoparentalité

Mener des actions de prévention et d'éducation en direction des parents et des enfants

Accentuer l'action en faveur des jeunes majeurs

- Conduire une enquête afin de vérifier le postulat suivant : « le territoire est jugé peu attractif par les jeunes majeurs »
- Valoriser l'existant : mettre en valeur les initiatives des jeunes
- Adapter une offre de services et d'activités
- Favoriser les initiatives et le développement du pouvoir d'agir des jeunes

Avoir une approche adaptée des populations vulnérables

Avoir une approche adaptée des populations étrangères

- Valoriser et défendre les valeurs portées par l'association
- Travailler sur les préjugés et les peurs en lien avec « Unissons nos différences »
- Agir sur l'intégration sociale des familles

Le projet proposé pour 2019-2022 s'articulera autour des thématiques suivantes déjà portées par l'association mais avec des réajustements :

- Les ateliers de loisirs
- L'action de proximité et les animations de quartier
- Les actions d'utilité sociale (bourse aux vêtements, aux jouets, SEL, Repair'café...)
- Les actions à l'attention du public jeune (PIJ point information jeunesse, chantiers « argent de poche », prépa BAC, soutien scolaire collège lycée...)
- Les loisirs enfants (ALSH maison de quartier Brossolette et Angellerie)
- Droit aux vacances (familles, jeunes, enfants)
- La famille (LAEP lieu d'accueil parents enfants et accompagnement à la parentalité, Conférences, accompagnement scolaire...)
- L'insertion sociale (EDI, Escalé...)
- Le soutien à la vie associative (mise à disposition de salles, aide aux démarches...)
- La lutte contre les discriminations (Unissons nos différences)
- La diffusion culturelle (le RADE) qui avec la mise en place du projet culturel pourra évoluer pendant la durée du contrat de projet (rattachement aux actions et à la coordination musiques actuelles).

À partir de ces thématiques et des enjeux identifiés comme prioritaires, le centre social traduit le projet en actions pragmatiques et réalisables et construit sa programmation d'activités chaque année.

Le travail de réflexion avec la collectivité a été mené en étroite collaboration avec les élus de la Ville et de Mayenne communauté, les partenaires du centre social et en particulier la CAF qui est membre de la commission de finances et d'évaluation (rencontre bi annuelle à la Ville de Mayenne).

M. le Maire : Merci au groupe de travail. C'est le résultat de nombreuses soirées de travail. On oublie parfois l'essentiel et lister toutes les opérations, c'est important. Ce service devrait aller voir au-delà de Mayenne mais à la condition que ce soit dans le cadre d'un conventionnement. On a déjà des gens en attente. Merci à l'équipe de direction et aux élus qui s'investissent.

Mme BELLON : L'investissement des bénévoles est énorme, 11 000 heures par an soit 6 équivalents temps plein.

Mme LANCIEN : Le centre travaille beaucoup sur la mixité sociale. C'est un centre qui est ouvert à tout le monde et heureusement car il faut que les populations se mélangent. Le bus itinérant, qui va s'appeler « L'Echappée » va beaucoup travailler sur la fracture numérique. Il y a un intérêt à ce que ce bus aille à la rencontre des populations. 30 % de la population est en fracture numérique et surtout les personnes âgées. Il ne faut pas oublier qu'en 2022 tout sera dématérialisé. Il faut aider les gens qui sont en difficulté sur ce sujet. Les Possibles ont raison de se lancer sur ce projet.

M. LAVANDIER : On a assisté à la présentation de leur projet social. J'ai été impressionné par le contenu du projet Important. Je l'ai été aussi par leur capacité et leur volonté à se remettre en cause en permanence sur leurs pratiques. Le problème de la fracture numérique est quelque chose d'extrêmement important. Je pense que les élus vont avoir un rôle important.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide les propositions d'orientation du contrat de projet de l'association Les Possibles et autorise le président à signer la nouvelle convention d'objectifs et de moyens pour 2019-2022.
- et reconduit pour 4 ans la convention tripartite entre l'association les possibles, la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté concernant la mise à disposition des locaux et des personnels.

11 - Commission de contrôle des élections

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre du Répertoire électoral unique, la commission de contrôle des élections remplacera le 10/01/2019 l'ancienne commission électorale dans laquelle Mr Bourguin siégeait. Il y aura 3 membres :

- un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission (valider les inscriptions et radiations le liste électorale) ou à défaut le plus jeune conseiller. Le maire, les adjoints et conseillers municipaux ayant une délégation en matière d'inscription électorale sont exclus.
- un membre désigné par le TGI
- un membre désigné par le Préfet

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, désigne Madeleine LODE pour siéger à la commission de contrôle des élections.

12 - Ressources Humaines – Gestion Unifiée du Personnel – Convention service commun - Avenant n°1

M. LESAINTE expose :

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil Municipal a validé la création du service commun Gestion Unifiée du Personnel (GUP) au 1er janvier 2018 et a autorisé pour ce faire la signature d'une convention avec la Ville de Mayenne régissant les modalités de cette GUP.

Conformément à l'article 6 de la convention, un comité de suivi a été créé. Il s'est réuni le 13 novembre pour évaluer la GUP à l'issue de sa première année de fonctionnement et a proposé des axes d'amélioration concernant notamment la composition du jury de recrutement, la facturation des dépenses d'hygiène et de sécurité ou encore la prise en compte de la nouvelle affectation des agents en cas de mobilité interne.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- adopte l'avenant n°1 à la convention de Gestion Unifiée du Personnel***
- et autorise le Maire à le signer.***

13 - Marchés de plein vent - Mise en place d'un règlement

Mme LODE expose :

La Ville de Mayenne administre 3 marchés. Afin de permettre l'exercice du commerce ambulant les jours de marchés sur les dépendances du domaine public, il convient d'en réglementer le fonctionnement. Il vous est proposé de valider le règlement de marché annexé. Celui-ci fixe les règles auxquelles sont soumis l'exercice du commerce ambulant et la perception de « droit de stationnement » ainsi que les mesures de police applicables aux commerçants ambulants exerçant une activité sur la voie publique.

Ce règlement a fait l'objet d'échanges avec les commerçants ambulants lors des commissions Marché du 8 octobre 2018 et du 5 novembre 2018.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, valide ce règlement.

14 - Tarifs des installations sportives

M. REBOURS expose :

Afin de s'aligner sur le fonctionnement des autres services, la commission sport souhaite également appliquer ses nouveaux tarifs au 1er janvier.

La commission souhaite également affiner la tarification, en précisant le tarif salle par salle, là où l'ancienne tarification différenciait simplement les espaces extérieurs, les grandes salles et les petites salles.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouveaux tarifs.

15 - Etude de faisabilité pour l'extension du réseau de chaleur du CHNM

M. LANDEMAINE expose :

Le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables et locales est un des engagements de la France dans la lutte contre le dérèglement climatique. Un des leviers de massification de l'utilisation de la ressource biomasse est la mise en œuvre de réseaux de chaleur renouvelable.

Le Centre Hospitalier du Nord Mayenne possède une chaufferie bois d'une puissance de 3.5 MW fonctionnant à environ 50% de sa capacité.

En mai 2017, la Ville de Mayenne a missionné Atlanbois pour réaliser une étude sur l'opportunité d'étendre ce réseau de chaleur à la ville de Mayenne.

Les conclusions de l'étude sont :

- Les besoins du CHNM diminuent au fur et à mesure que ses services sont transférés sur le site de la Baudrerie et que les surfaces chauffées se réduisent.
- La capacité non exploitée de chaleur de la chaufferie bois existante est de l'ordre de 4 à 5000 MWh.
- 4 zones d'étude comportant des bâtiments raccordables avec une densité énergétique suffisante sont définies.
- Le prix de la chaleur livrée est compétitif par rapport aux prix actuels du gaz naturel.
- La ressource en bois énergie est encore sous exploitée au niveau des Pays la Loire.

Une étude de faisabilité de l'extension du réseau de chaleur existant permettra de :

- vérifier la faisabilité technique et économique du projet,
- proposer des solutions techniques et économiques du projet
- et étudier les solutions en matière de montage financier et juridique.

Le montant de l'étude de faisabilité est de 19 590.00€ TTC.

M. le Maire : L'opération de Jules Ferry se fait en collaboration avec le Département.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, dépose une demande de subvention auprès de l'ADEME au titre de la réalisation de l'étude de faisabilité de l'extension du réseau de chaleur bois existant de l'Hôpital de Mayenne.

16 - Convention de servitude de passage d'une canalisation d'évacuation d'eaux usées – Le Petit Maine

M. LANDEMAINE expose :

La canalisation de collecte des eaux usées qui dessert la rue de la Chouanne, le Lycée Rochefeuille et une partie de la Rue St-Léonard traverse le site de l'usine Seb-Moulinex. Cette canalisation, qui se situe dans l'emprise des travaux d'extension de l'usine Seb-Moulinex programmés en janvier 2019, doit être déviée. Pour connecter la nouvelle conduite au réseau d'assainissement collectif existant, la Ville de Mayenne doit réaliser des travaux de dévoiement sur une parcelle privée appartenant à Mme Hovart. Pour définir les conditions de passage de cette canalisation sur le terrain de Mme Hovart il convient d'établir une convention de servitude qui sera validée par un acte notarié.

L'objet de la convention est d'établir à demeure, sur une bande de terrain d'une largeur de 3 m à partir des limites Nord et Est de la parcelle cadastrée AH 95, une canalisation d'un diamètre de 160 mm, une hauteur minimum de 0,80 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol.

Cette servitude sera compensée par le versement d'une indemnité forfaitaire fixée à 3 500 € et par l'implantation d'une haie arborée en limite de la bande de 3 m.

M. le Maire : Je devais remettre des diplômes et des qualifications chez Seb Moulinex, le même jour où il y a eu le feu chez Poirrier. Je vous transmets les remerciements du directeur. Il y a eu des efforts de chacun pour régler ce problème. Seb Moulinex a besoin de ses locaux dans les meilleurs délais.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Maire à signer la convention de servitude de passage d'une canalisation d'évacuation d'eaux usées sur le terrain de Mme Hovard situé au lieu-dit « le Petit Maine ».

17 - Economie - Ouverture commerces dimanches

M. LAVANDIER expose :

Comme tous les ans, la Ville de Mayenne doit fixer les dates d'ouvertures des dimanches et jours fériés autorisés.

Vu l'avis de Mayenne Communauté lors du bureau du 4 décembre, après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, modifie la délibération du 22 novembre 2018 et arrête les dates suivantes pour 2019 :

1 / Dimanche soldes 13 janvier	7 / Dimanche 13 octobre
2 / Dimanche Auto 20 janvier	8 / Dimanche 1 ^{er} décembre
3 / Dimanche Auto 17 mars	9 / Dimanche 8 décembre
4 / Lundi de Pâques 22 avril	10 / Dimanche 15 décembre
5 / Dimanche soldes 30 juin	11 / Dimanche 22 décembre
6 / Dimanche 25 août Braderie	

18 - Contribution financière ENEDIS

M. LANDEMAINE expose :

Dans le cadre de l'aménagement de la station-service HYPER U rue de la Motte à Mayenne, il est nécessaire de créer une extension du réseau d'alimentation électrique depuis le poste de transformation situé rue François Arago.

La ville doit donc apporter une contribution financière pour ces travaux à ENEDIS (10 987,81 € TTC).

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Maire à signer cette contribution.

19 - Finances – Avenant N° 2 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019

M. LESAINTE expose :

La convention actuelle de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté a été conclue à effet du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

L'avenant N°1 à effet du 1er janvier 2018 a pris notamment en compte la création de nouveaux locaux mutualisés en 2018 entre le service prestations de MC et les services voirie et propreté de la Ville ainsi que la mise en place de la gestion unifiée ayant un impact sur les locaux du RAM.

L'avenant N°2 à effet du 1er janvier 2019 apporte quelques modifications à l'article 1 relatif à la mise à disposition à titre onéreux de locaux par la Ville à Mayenne Communauté. Il s'agit essentiellement de changements à la Maison du travail et à la maison Bertrand avec la prise en compte des bureaux occupés par La Sauvegarde.

Il est rappelé que la convention initiale et ses avenants abordent différents types de mise à disposition :

- mise à disposition à titre onéreux des locaux utilisés par des services de la Communauté ou des associations subventionnées par celle-ci avec des loyers différenciés selon l'occupation.
- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service déchets étant donné que la Communauté a versé à la Ville une participation aux travaux d'investissement pour les services déchets et espaces verts.

En outre, Mayenne Communauté ne contribue pas aux charges de fonctionnement des locaux du fait qu'elle ait cédé à la Ville le terrain d'implantation des locaux à titre gratuit.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté des locaux occupés par le RAM à la maison de la petite enfance étant donné que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux.

Par ailleurs, Mayenne Communauté rembourse à la Ville les charges de fonctionnement.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté de 3 bureaux de l'hôtel de Ville et de Communauté occupés par le service finances du fait que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux d'aménagement des bureaux.

- conditions de remboursement des charges d'électricité par la Communauté à la Ville suite au transfert de la compétence « musée du château de Mayenne » en raison d'un compteur commun avec le Théâtre.

- mise à disposition par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service prestations. Ceci intervient dans le cadre de la mutualisation des services prestations de MC et des services voirie et propreté de la Ville sur le même site à Mayenne.

Cette mise à disposition des futurs locaux du service prestations se fait à titre gratuit dans la mesure où Mayenne Communauté a versé un fonds de concours à la Ville pour la réalisation des travaux.

En outre, Mayenne Communauté rembourse chaque année à la Ville une partie des charges de fonctionnement des locaux.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- approuve l'avenant N°2 à la convention de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2019

- et autorise Monsieur le Maire à le signer.

20 - Finances – Avenant N°3 à la convention cadre Ville de Mayenne et CCAS de Mayenne

M. LESAINT expose :

Le CCAS et la Ville de Mayenne ont conclu une convention cadre à effet du 1er avril 2011 afin de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville de Mayenne au fonctionnement du CCAS. Cette convention recense également les prestations effectuées par le CCAS pour le compte de la Ville de Mayenne.

L'avenant N°1 a acté le transfert du poste d'assistante de direction de la Ville vers le CCAS en octobre 2012.

L'avenant N°2 de décembre 2015 a modifié les modalités financières des astreintes de direction assurées par le Directeur du CCAS ainsi que les indemnités de bureau de vote lors des élections politiques.

Un avenant N°3 à effet du 1er janvier 2019 est proposé afin de prendre en compte les effets de la gestion unifiée du personnel mise en place depuis le 1er janvier 2018 pour un gestionnaire finances chargé notamment de l'exécution budgétaire des budgets CCAS et FRPA.

Cet avenant actualise également les missions et la quotité du temps de travail du personnel du CCAS mis à disposition de la Ville de Mayenne.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- adopte l'avenant N°3 à la convention cadre entre la Ville de Mayenne et le CCAS

- et autorise Monsieur le Maire à le signer.

21 - Association – Agitato Formation – Location de locaux – Avenant à la convention 2019-2021

Mme BELLON expose :

Vu la convention entre la Ville de Mayenne et l'association Agitato Formation relative à la mise disposition des locaux situés au 44 place Gambetta signée pour une durée de 3 ans (2019-2021),

Considérant les derniers échanges avec l'association Agitato Formation nous informant de sa décision de prendre en charge directement l'entretien des locaux,

Il convient de modifier l'article 6 de la convention comme suit :

Article 6 : Charges

L'association AGITATO FORMATION s'engage à rembourser à la Ville de Mayenne les charges locatives selon les règles suivantes :

49.9% des abonnements et consommations d'électricité réglés par la Ville

49.9% des abonnements et consommations d'eau/assainissement réglés par la Ville

49.9% des abonnements et consommations de gaz réglés par la Ville.

La Ville de Mayenne est titulaire des abonnements eau, électricité et gaz. La Ville continue donc à régler directement les factures d'abonnement et de consommations aux fournisseurs.

La facturation de ces charges se fera selon une fréquence semestrielle.

Il est précisé que l'Association assure de manière autonome ses équipements de téléphonie fixe et en assume la maintenance.

Les factures de nettoyage des locaux mis à disposition de l'Association sont directement prises en charge par celle-ci dans le cadre d'un contrat entre l'Association et un prestataire.

La Ville de Mayenne prend en charge les frais de gros entretien du bâtiment mis à disposition.

M. le Maire : C'est le résultat de négociations.

Mme BELLON : Il s'agit donc de l'entretien par l'association de ses propres locaux dans un bâtiment partagé par une autre association bénéficiant de parties communes.

M. le Maire : Je ne comprends pas. Quand vous avez des locaux, il faut un couloir pour y accéder. Qui entretient le couloir ?

Mme BELLON : Actuellement, c'est la ville de Mayenne.

Mme LANCIEN : On ne va pas l'accepter. L'entretien des locaux aurait dû être réparti. Les parties communes sont utilisées par les deux associations. Ce n'est pas normal qu'Agitato Formation ne règle que ses bureaux alors qu'il y a des parties communes.

M. LESAIN : Je me permets d'intervenir car on les a reçus. C'est une demande du directeur. Nous considérons que nous avons à faire avec les élus. Il y a un problème de compréhensions, si je peux dire, pour être gentil.

M. le Maire : On va quand même voter ce soir mais ce sera à revoir.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide la modification de cet article 6 de la convention par voie d'avenant
- et autorise M. le Maire à signer l'avenant à la convention 2019-2021.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 21 h 15

Vu
LE MAIRE,
Michel ANGOT



Vu
LA SECRETAIRE,
Annick PELE



Ville de Mayenne

Séance du 20 décembre 2018